

Le néolibéralisme, la démocratie et la bibliothèque comme espace radicalement inclusif

French translation of the original paper: "Neoliberalism, Democracy and the Library as a Radically Inclusive Space".

Translated by: Amadeus Foulon, Villeurbanne, France

Tim Huzar

Centre de philosophie appliquée, Politique et éthique, Université de Brighton, Brighton
Royaume-Uni

T.Huzar@brighton.ac.uk



This is a French translation of "*Neoliberalism, Democracy and the Library as a Radically Inclusive Space*" copyright © 2014 by Amadeus Foulon. This work is made available under the terms of the Creative Commons Attribution 3.0 Unported License: <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>

Résumé :

Cet article explore la relation entre la bibliothèque publique et la démocratie. Il fait valoir que l'idée de la bibliothèque publique est un lieu fécond pour commencer à déterminer la résistance (et le développement d'alternatives radicales) à ce que le théoricien politique Wendy Brown a décrit comme la rationalité politique du néolibéralisme (2003).

*L'article démontre que le lien entre la bibliothèque publique et la démocratie a toujours été comprise comme instrumentale: à partir de cette lecture, les bibliothèques jouent un rôle éducatif pour la démocratie (caractérisée dans *Nos valeurs durables* de Michael Gorman (2000)). Toutefois, le document affirme que cette compréhension n'est pas seulement théoriquement discutable mais aussi politiquement limitant. En prenant appui sur la pensée du philosophe Jacques Rancière (1999), cet article examine l'inconvenance démocratique de la bibliothèque publique, en faisant valoir que les bibliothèques doivent être comprises comme des espaces inappropriés en raison de la prise en charge de l'égalité dont la bibliothèque fait un de ses piliers.*

De cette façon, le document pose quelques questions essentielles à des tentatives institutionnelles à faire des bibliothèques plus ouvertes: il est soutenu qu'il y a un risque de perdre l'idée de la bibliothèque de l'égalité lorsque les institutions ciblent spécifiquement les exclus de la société pour l'inclusion à cette dernière. S'appuyant sur les recherches de Aabø et Audunson (2012), l'article théorise que souvent, c'est le manque de ciblage spécifique de l'exclusion sociale qui fait de la bibliothèque un espace radicalement inclusif. Enfin, il fait

valoir que c'est précisément cette inclusion radicale qui peut aider à déterminer ce que pourrait être une alternative au néolibéralisme

Mots-clés : le néolibéralisme, la démocratie, la bibliothèque, l'égalité, l'inclusion.

Introduction

Dans cet article, je tente de penser la résistance au néolibéralisme via le concept de la bibliothèque publique, et selon moi, c'est son irrégularité démocratique. D'abord, je montrerai que la relation entre la démocratie et la bibliothèque publique ne doit pas être comprise en termes de valeur instrumentale de la bibliothèque pour la démocratie, mais devrait plutôt être basée autour de l'hypothèse de la bibliothèque pour l'égalité. Je soutiens alors que se concentrer sur cette hypothèse de l'égalité peut aider à faire face à la menace du néolibéralisme qui pèse sur les bibliothèques publiques. Je conclus en posant quelques questions critiques aux tentatives de faire des bibliothèques plus inclusive, en faisant valoir que ces tentatives risquent de nier l'inclusion radicale de la bibliothèque, une qualité qui découle de sa prise en charge de l'égalité.

La Bibliothèque publique et la démocratie

Le lien entre bibliothèque publique et démocratie a été relevé à diverses reprises à partir de diverses sources, depuis la seconde moitié du XIXe siècle¹. Typiquement les bibliothèques sont présentées à la fois comme une nécessité pour tout pays souhaitant être démocratie effective et, dans une moindre mesure, comme un moyen pour chaque citoyen d'accéder au développement culturel et intellectuel. En raison de leur fonction éducative, les bibliothèques sont bien comprises comme étant un instrument précieux pour la démocratie. Pour illustrer cet argument on peut citer l'avant-dernier chapitre des *Nos valeurs durables* de Michael Gorman (2000) qui relie directement la fonction éducative des bibliothèques avec la démocratie. Pour Gorman, à une époque où l'électorat américain est de plus en plus "mal informé, facilement manipulable, et apathique", les bibliothèques sont présentées comme un «moyen de parvenir à une meilleure démocratie» (Ibid. 160). Il est clair que les bibliothèques sont supposées atteindre cette fin grâce à l'éducation et grâce à leur statut d'«ennemies de l'ignorance» (ibid. 163). Gorman affirme que nos démocraties modernes indirectes exigent "un flux constant d'informations pour les citoyens afin qu'ils soient informés sur les questions sociales et politiques» (Ibid. 159). Il poursuit en demandant que: «La démocratie bénéficie d'une citoyenneté informée; un citoyen mal informé est dommageable pour la démocratie »(Ibid. 166). Cependant, continuer à soutenir l'affirmation de Gorman (et maintenir ainsi le lien instrumental entre les bibliothèques et la démocratie) est un malentendu sur ce qu'est la démocratie. Cela devient évident si nous pensons à la démocratie selon Jacques Rancière.

Rancière commence par une première définition de la démocratie comme gouvernement par le peuple, comme le fait Gorman. Cependant, pour Rancière la

¹ Voir par exemple : Kelley (1934: 3), Miksa (1983: 56), Raber (1994: 51), Byrne (2004: 16) et Glorieux et al. (2007: 189)

contestation des gens pouvant appartenir à cette définition est un point fondamental. Au départ, Gorman part du même principe. Gorman note que, dans Athènes sous l'Antiquité, les gens appelés à gouverner n'étaient pas tout le monde, mais «une petite minorité de propriétaires» (Ibid. 158). Après cela, Gorman affirme que dans nos sociétés modernes les plus développées, nous reconnaissons que «le peuple» doit se référer à tous les membres de la société, et donc nous maintenons maintenant l'idée de "l'émancipation de tous les adultes, sans distinction de sexe et de race» (Ibid. 160). Cependant, l'analyse de Gorman ne prend pas en compte ce que montre Rancière. Dans son texte *Désaccord*(1999: 21), Rancière note que tant dans l'analyse de Platon que celle d'Aristote de la politique, une distinction est faite entre ceux qui sont capables de faire la parole publique – ce qui, pour Aristote, exprime "ce qui est utile et ce qui est nuisible, [...] ce qui est juste et ce qui est injuste »(Aristote, 1992: 60) – et la voix seule qui exprime "la douleur et le plaisir »(Ibid.). Ainsi, l'exclusion à Athènes n'est pas provoquée par la primauté d'un groupe sur l'autre, mais par la visibilité de certains groupes en tant que groupes; il s'agit de savoir si ils peuvent être vus ou entendus comme animaux politiques.

Il s'ensuit que, pour Rancière, il y a toujours une contestation pour définir de ceux qui sont considérés comme animaux politiques qui peuvent disparaître si la définition ne touche pas plus de monde. Plutôt que de rejeter la notion de peuple, qui est incapable de décrire tout ordre social dans sa globalité, Rancière met à la place ce paradoxe au centre de sa conception de la démocratie. Dans ce contexte, la démocratie devient le processus par lequel ceux qui souffrent d'une exclusion primaire – celle de ne pas utiliser la parole pour un discours, mais plutôt comme un bruit bestial – sont intégrés. Le sujet de la démocratie pour Rancière devient ainsi la «partie de ceux qui n'ont pas part» (1999: 11), ceux qui sont exclus d'un ordre social donné par un manque de visibilité discursive. Avec cette lecture de la démocratie, on ne peut parler de la fonction éducative des bibliothèques comme étant un instrument précieux pour la démocratie. Néanmoins, je soutiens que la compréhension de Rancière de la démocratie n'est pas seulement toujours d'actualité pour les bibliothèques mais aussi qu'elle est utile en ce qu'elle permet de mettre en évidence *l'inconvenance* qui est au cœur de l'idée de la bibliothèque. Je pense que cette *inconvenance* doit être prise au sérieux si nous voulons utiliser la bibliothèque en se figurant ce que la démocratie doit faire pour résister au néolibéralisme résistant – ce qui revient à déterminer la résistance de la bibliothèque publique elle-même à la néolibéralisation.

Néolibéralisme

Comme la plupart des services publics au Royaume-Uni (UK) la bibliothèque n'a pas échappé aux griffes de la «Big Society» voulue par le Premier ministre David Cameron (2010), ce concept qui est clairement marqué par "l'ouverture de services publics; [...] L'autonomisation des communautés locales; et [...] la promotion de l'action sociale par une plus grande bénévolat et la participation civique »(Ishkanian 2014: 2), mais en même temps il utilise ces objectifs pour masquer une privatisation systématique et la marchandisation des institutions publiques. La transformation néolibérale de la

bibliothèque menace l'existence même du service tel qu'il a généralement été compris; en effet, étant donné le grand nombre de fermetures de bibliothèques au Royaume-Uni nous pourrions nous arrêter et dire le néolibéralisme menace l'existence même du service continu². Mais les choses ne sont pas aussi simple que cela, et lancer une campagne sur la simple idée de garder les bibliothèques ouvertes ne dit rien sur la façon dont le service est en cours de restructuration. Greene et McMenemy ont noté que le néolibéralisme est caractérisée par «l'individualisme, la privatisation et la décentralisation" (2012: 15); ils démontrent que, après « l'élection du New Labour en 1997, la restructuration de la fonction publique au Royaume-Uni a maintenu l'approche néolibérale, avec les considérations liées sur le management et sur la l'impact de la consommation des prestations des services publics» (Ibid. 14). Le document de Greene et McMenemy est important car il reconnaît le fonctionnement discursif du néolibéralisme: son impact sur la langue de la bibliothéconomie et donc son pouvoir pour limiter l'imagination de ce que la bibliothèque publique est, à qui elle s'adresse et comment elle fonctionne³. Greene et McMenemy soutiennent que loin d'être «neutre» (Ibid. 34), la langue "est utilisée par les néolibéraux pour introduire une réforme plus radicale de la restructuration des services publics» (ibid.) Réforme qui pourrait "conduire à la destruction de l'espace public comme espace démocratique »(Ibid. 35). Ils continuent :

« La banalisation du langage du marché –comme appeler« clients »- les patrons est devenue tellement ancrée dans les mentalités qu'il fait désormais partie du langage courant. L'usage du terme « client » pour désigner les usagers, avec l'association des connotations monétaires et transactionnelles inhérentes, pour décrire un utilisateur du secteur public aurait paru inapproprié pour beaucoup il y a trente ans, mais en raison de la banalisation constante du discours néolibéral ce terme semble inoffensif (Ibid.). »

Comme Greene et McMenemy le remarquent, un changement est advenu dans la pertinence du langage. Dans les années précédentes, désigner les patrons de bibliothèque comme des clients n'aurait pas de sens, précisément parce qu'ils ne sont pas les clients et ne sont pas traités comme des clients. Cependant, ce phrasé est maintenant légitime car il rend pertinent le fait de traiter les gérants des bibliothèques comme s'ils étaient des clients, et donc à travers cette action de les *considérer effectivement* en tant que clients. Il s'agit d'un exemple précis de l'opération de ce que Rancière décrit comme la « police ». Il dit:

« La police est d'abord un ordre des corps qui définit la répartition des façons de faire, des manières d'être et manières de dire, et voit que ces corps sont répartis via leur nom à une place précise et un rôle particulier; il s'agit d'un ordre du visible et du dicible qui montre qu'une activité particulière est visible et que l'autre ne l'est pas, que ce discours est entendu comme discours et un autre comme bruit (1999: 29). »

² Le Chartered Institute of Library and Information Professionals a noté que les propositions du gouvernement britannique actuel entraînerait «la fermeture de jusqu'à 20% des points de services de bibliothèque» et «[la] probable réduction 4-6000 (équivalent temps plein) dans les effectifs du personnel employé par les bibliothèques publiques »(2011: 2), environ 700 d'entre elles ont déjà eu lieu (Page 2012).

³ Voir aussi l'introspection de John M. Budd: Le présent et l'avenir de la bibliothéconomie (2008: 175).

C'est de cette manière que je lis la formulation par Wendy Brown du néolibéralisme comme « rationalité politique » (2005 : 37). Pour Brown, les considérations éthiques et morales ont été évincées des débats et discussions à propos de la question de savoir comment et pourquoi nous organisons notre société : la notion de "bien" est maintenant dominé par les valeurs du marché. Pour Brown, la rationalité néolibérale « implique l'extension et la dissémination des valeurs du marché à toutes les institutions et à toutes les actions » (*Ibid.* 39-40). Le bien est réduit à ce qui peut augmenter le flux, l'accumulation et la valorisation du capital, et de manière cruciale même jusque dans les institutions qui avaient auparavant peu à voir avec le capital. Il ne s'agit pas de dire que les librairies se transforment inéluctablement en machines à faire du profit mais plutôt que les processus internes de la bibliothèque sont dominés par une course à l'efficacité et à la transparence qui sont issus du secteur privé et implantés dans le secteur public. Non seulement cela rend les services publics mûrs pour une acquisition future par le « capital-investissement », mais il institue simultanément des notions particulières portant sur la légitimité et l'illégitimité, les biens et les irrégularités, la pertinence et l'inadaptation. Ce tissu, ou ce que Rancière décrit comme le "*Partage du sensible*" (2010: 36), ordonnent nos actions conjointes, nos capacités et notre propre identité, le tout dans le cadre de la bibliothèque. En tant que « clients », au lieu de « patrons », les « utilisateurs », ou simplement « le peuple », certaines possibilités que la bibliothèque offre peuvent être fermées, tandis que d'autres sont renforcées, et d'autres encore sont ouvertes. Comme l'affirme John M. Budd, « [si] la circulation est égale à la transaction et que le but est de maximiser la circulation, alors la raison d'être d'une bibliothèque est *de facto* néolibérale » (2008: 174). En suivant la logique du marché, la circulation de stock devient le « *telos* politiques de la bibliothèque » (*ibid.* 176), et la bibliothèque en tant qu'espace public et bien public n'est plus possible. De cette façon, comme Wendy Brown le maintient, le néolibéralisme n'est pas seulement une doctrine économique ou une autre forme d'idéologie: fondamentalement, il s'agit également d'une doctrine politique qui joue un rôle structurant dans la façon dont la vie sociale est conceptualisée, et "définit le sujet-citoyen dans un ordre néolibéral" (Brown 2005: 42). En reconnaissant la dimension politique du néolibéralisme, nous pouvons voir ce qui lui est propre – et, pour revenir à Rancière – ce qui pousse le néolibéralisme à entraver la possibilité de l'émergence d'autres identités qui sont étrangères à la distribution par la police des corps et des noms. Le néolibéralisme est ainsi dépolitisé: comme Samuel Chambers l'a affirmé, « non seulement le néolibéralisme n'est pas la politique, mais il vise la fin de la politique » (2013: 73).

L'inconvenance de la bibliothèque

En réponse à cette menace pour les bibliothèques publiques, la question cruciale est donc: que peut-on faire ? Je ferai valoir que, dans le contexte des bibliothèques publiques, une ressource-clé pour la résistance à la rationalité néolibérale peut être trouvée dans le concept même de la bibliothèque publique. De cette façon, je tiens à faire une distinction entre deux manières de répondre dont nous pouvons répondre à la menace présente pour les bibliothèques: soit en les préservant, soit en les conservant. La conservation n'est pas la même chose que la préservation: si nous devons préserver la notion de la bibliothèque, nous chercherions à la renvoyer à un « âge d'or » précédant sa tentative de transformation néolibérale. La tentation de préserver est doublement problématique, car elle perpétue la notion de bibliothèque publique sans pour autant

interroger de façon critique ses défauts et aussi parce que cette bibliothèque publique du passé a été fondamentalement modifiée par la néolibéralisation. Préserver l'idée de la bibliothèque publique ne permet pas de lutter contre l'exposition à la marchandisation et la privatisation. Au lieu de cela, je dirais que nous devrions conserver la notion de bibliothèque publique qui, contrairement au fait de préserver, nécessite une modification de sa forme originale afin de la détacher de sa tradition libérale et démocratique, et de la réinventer dans le contexte actuel de résistance au néolibéralisme. Ce processus peut à la fois définir et réarticuler la valeur, la fonction et le but de la bibliothèque publique. Non pas revitaliser quelque chose qui s'est érodé du fait de son exposition à la rationalité néolibérale, mais créer quelque chose étranger à son cadre traditionnel.

Afin de clarifier ma position, je ne dis pas que pour résister au néolibéralisme nous avons simplement besoin de construire plus de bibliothèques ou que nous avons simplement besoin de contester ce qui se passe dans les bibliothèques (bien que ces deux positions sont nécessaires pour quiconque apprécie les bibliothèques publiques). Au lieu de cela, je veux réinventer la bibliothèque publique: retravailler d'une manière polémique afin de résister au néolibéralisme, et commencer à offrir à ce qui pourrait ressembler à une alternative. Il est important de souligner que ce processus de «réinvention» est l'un des moyens par lesquels le néolibéralisme se sécurise au niveau de la rationalité politique: le néolibéralisme est en train de réinventer la bibliothèque publique en tant que site d'investissement pour l'*homo œconomicus*, une configuration particulière de l'être humain comprise avant tout avant tout comme un auto-investissement et défini par l'utilité du calcul individuel rationnel (Brown 2005: 40). Selon la rationalité néolibérale, si nous investissons dans nos identités physiques en visitant la salle de gym, nous investissons aussi dans nos identités mentales en visitant la bibliothèque. La bibliothèque devient ainsi un gymnase intellectuelle pour l'*homo œconomicus*. C'est pour cette raison que lier la bibliothèque et la démocratie sur un plan instrumental (c'est à dire la bibliothèque éducative pour le *démos*) est un malentendu stratégique ainsi que théorique. Comme je le montrerai, il y a d'autres moyens pour permettre de connecter bibliothèque et démocratie.

Je pense qu'il y a quelque chose au sein des bibliothèques qui les rend particulièrement adaptées à ce processus de conservation: je dirai qu'il s'agit d'une inconvenance de la bibliothèque publique, et c'est ce qui dicte l'action inverse du néolibéralisme: si le néolibéralisme veut la fin de la politique, ce sont les bibliothèques qui ont le potentiel d'engendrer la politique. De fait, que nous dit la bibliothèque à propos de la résistance au néolibéralisme? Que signifie le fait de décrire la bibliothèque comme abusive? Il est clair que l'on ne peut pas simplement dire que les bibliothèques sont des espaces inappropriés: les bibliothèques ont un but précis - la fourniture d'informations - ce qui implique par conséquent une bonne façon pour les usagers des bibliothèques d'exister en leur sein. Cependant, en plus de cette fonction spécifique, il lui manque une fonction: la bibliothèque ouvre de vastes possibilités pour le patron et refuse encore de leur demander le but de leur visite. Les valeurs démocratiques qui sont généralement associées aux bibliothèques génèrent une tension entre le but officiel de la bibliothèque et l'égalité fondamentale reconnue par ses valeurs. En étant des lieux ouverts à tout le monde tout en ne demandant pas le but de la visite d'un patron, les bibliothèques laissent ouvertes la possibilité d'une remise en question de leur attachement à la liberté de l'information, l'égalité d'accès, la neutralité, etc. . Le fait de pouvoir contester la

bibliothèque, sa fonction et ses valeurs, place la démocratie en son cœur. Comme le dit Rancière :

« La garantie d'une permanence de la démocratie ne consiste pas à remplir tous les temps morts et tous les espaces vides par les formes de participation et de contre-pouvoir; c'est le renouvellement continu des acteurs et des formes de leurs actions, la possibilité toujours ouverte de l'émergence de ce sujet éphémère. Le test de la démocratie doit à jamais être à l'image de la démocratie - polyvalente sporadique- et fondée sur la confiance (2007: 61). »

Pour ma part, la bibliothèque est un espace fertile pour l'émergence de cette «imprévisibilité», sujet "éphémère". En effet, l'image de la démocratie peinte par Rancière - "polyvalente, sporadique - et fondée sur la confiance» - propose une articulation succincte de ce qui permet à la bibliothèque d'être un site idéal de contestation politique. Une bibliothèque peut être utilisée d'une multitude de façons: comme lieu de recherche, lieu d'étude, lieu de conversation, lieu de loisirs, lieu de refuge, lieu de sécurité, et d'innombrables autres possibilités reposant sur l'imagination et des actions des clients et du personnel de la bibliothèque, et sur la confiance supposée entre la bibliothèque et ses clients. La contestation de la bibliothèque et l'actualisation de ses valeurs associatives peuvent ne pas se produire partout et à tout moment, mais l'hypothèse de l'égalité produite par les livres de la bibliothèque ouvre la possibilité de cette actualisation. C'est cet aspect de la bibliothèque qui mérite d'être souligné quand on construit un lien entre les bibliothèques et la démocratie: non pas l'éducation qui peut être offert aux personnes, ni les valeurs démocratiques que la bibliothèque symbolise, mais la vérification de la population de ces valeurs démocratiques .

Pourquoi est-ce que les bibliothèques sont depuis longtemps des sanctuaires pour les exclus, y compris quand les responsables des services de bibliothèque ont cherché à procéder à cette exclusion? Les bibliothèques ne sont pas à l'abri de la discrimination et de l'exploitation: elles sont tout aussi sensibles aux genres cachés, à la race et à la discrimination de classe comme toute autre institution libérale-démocratique. L'idée que la bibliothèque est idéologiquement neutre est toujours l'interprétation dominante à l'intérieur et à l'extérieur de la profession (Lewis et al. 2008). Bien avant leur adaptation à la néolibéralisation, les bibliothèques ont été entravées par la dépendance à son infrastructure. Bien avant cela, elles étaient la propriété privée des maîtres coloniaux. Et pourtant, en dépit de ces formes d'oppression et d'exclusion, elles continuent à être fréquentées par ceux reconnus comme socialement exclus : les sans-abri, les communautés d'immigrants, pour les mères au foyer, ainsi que les autres populations.⁴ Même les bibliothèques les plus progressistes sur les services offerts à ces communautés sont très limitées et leurs collections sont dominées par les cultures et les histoires à prédominance blanche, de sexe masculin et bourgeois. Et pourtant il semble que c'est en partie cette lacune à l'encontre de ces communautés qui donne aux bibliothèques sa fonction émancipatrice: les bibliothèques ne sont ni des refuges pour itinérants, ni des lieux pour apprendre la langue locale, ce qui fait que les bibliothèques n'ont pas à éduquer les sans-abri ou les communautés d'immigrants; elles les intègrent en considérant qu'elles doivent intégrer tout le monde. Plutôt que de prendre en compte les diverses formes d'identité reconnues officiellement, l'universalité de la bibliothèque

⁴ Voir par exemple Audunson et al. (2011), Delica and Elbeshausen (2013) and Yoshida (2013).

publique suspend cette procédure comptable et, officialise l'égalité pour l'accès comme une question de principe. Comme je l'ai mentionné, la démocratie, pour Rancière, est le processus lorsque le non-représenté commence à compter. En reprenant la notion de démocratie selon Rancière, Chambers affirme que :

« La démocratie, pourrait-on dire, est le régime qui ne sait pas compter correctement. C'est ce qui fait la démocratie est un espace -ou un moment- d'irrégularité, et c'est aussi pourquoi la démocratie, en vérité, n'est pas du tout un régime (2013 : 166) »

Je pense que les bibliothèques ont aussi un problème avec le fait de compter et c'est cette particularité qui les rend incongrues. Ainsi, ce qui est propre peut-être aux bibliothèques est leur constante négociation entre les exigences de l'ordre social dominant et les exigences de leur prise en charge de l'égalité. Si le néolibéralisme est attaché à l'élimination de la politique, je pense que cette négociation constante par les bibliothèques prescrit l'inverse: il force la question de la politique à l'avant. Pour conserver la bibliothèque publique dans le visage de son exposition à la rationalité du néolibéralisme, son inconvenance démocratique a besoin d'être constamment défendue et réaffirmée. Le fait pour la bibliothèque de ne pas savoir compter est crucial pour cette inconvenance.

CONCLUSION :

Pour conclure, je voudrais aborder brièvement la question de l'inclusion et de sa relation avec les bibliothèques. Les bibliothèques, comme de nombreuses institutions libérales, ont longtemps débattu de la nécessité de l'inclusion dans le cadre de leurs services, et de la nécessité d'élaborer des politiques qui peuvent générer cette inclusion. Nous pouvons le constater avec d'autant plus d'acuité au cours des quinze dernières années avec la montée de la notion de «capital social» dans la recherche en bibliothèque et sciences de l'information⁵. Cependant, au lieu d'être simplement considérée comme destinée seulement à « l'inclusivité », je dirais que les bibliothèques doivent d'abord être comprise comme étant *radicalement* inclusive. Les bibliothèques sont radicalement inclusive du fait de leur inconvenance; en raison de leur incapacité à "compter correctement» (ibid.) et donc avoir comme principe à inclure tout le monde. Ce qui est différent d'un engagement à l'inclusion, où ceux qui sont reconnus comme socialement exclus sont spécifiquement ciblés pour l'inclusion. Pour générer de l'inclusivité, il devient donc nécessaire de déterminer celui qui est exclu afin de déterminer leurs besoins et faire en sorte que la bibliothèque soit structurée de manière à répondre à ces besoins. Toutefois il y a un danger qu'en augmentant l'inclusion radicale de la bibliothèque, son hypothèse de l'égalité parmi ses utilisateurs soit compromise. L'inclusion dépend d'un comptage particulier de la population sociale: il faut que les différentes parties de la population soient identifiées afin que les parties qui n'utilisent pas les services de la bibliothèque soient incluses. Cependant, comment peut-on mettre en balance le fait de compter et l'hypothèse de l'égalité produite par la bibliothèque (alors que ce qui rend la bibliothèque radicalement inclusive est précisément le refus d'assigner des catégories spécifiques à certaines parties de la population) ? Si, comme je le suggère provisoirement, c'est l'hypothèse de la bibliothèque publique de l'égalité qui

⁵ Voir par exemple Johnson (2012), Aabø and Audunson (2012), Audunson et al. (2011) and Vårheim (2011).

contribue à ce qu'elle soit attrayante pour ceux que nous considérons comme exclus ou rejetés, alors l'inclusivité sera dès le début le but recherché. Comme Aabø et Audunson (2012) l'ont démontré, l'utilisation de l'espace de la bibliothèque publique est complexe et parfois contradictoire:

«L'impression dominante de l'espace est celle de la fluidité, tout comme dans les domaines de la vie. Les utilisateurs flottent entre les rôles et sphères - entre celle d'un étudiant, celui d'un membre de la famille, celle d'un ami et voisin, celui d'un citoyen, et ainsi de suite (Ibid. 148). »

C'est cette «fluidité», je dirais, qui est cruciale pour assurer l'égalité et pour faire de la bibliothèque un espace radicalement inclusif. Précisément cette fluidité risque de se perdre si on cherche à atteindre une plus grande inclusivité en «fixant» l'identité de ceux que l'on cherche à inclure.

Je soulève ces questions critiques non pas comme un argument contre l'inclusion en soi, mais plutôt pour mettre en évidence les effets que les tentatives institutionnelles pour promouvoir l'inclusion peuvent avoir et dans l'espoir que nous pouvons mieux comprendre comment mettre en œuvre des formes de l'inclusion d'une manière qui ne nient pas l'inconvenance démocratique de la bibliothèque. Cela semble particulièrement important dans le contexte du néolibéralisme, où cette irrégularité démocratique est précieuse afin de permettre de réagir à la menace à laquelle les bibliothèques publiques sont actuellement confrontés. Manifestement, il est important de différencier dans quelle mesure l'exclusion est maintenue par l'inclusivité, quelles sont les possibilités pour que cette inclusion s'ouvre à ceux qui sont visés à l'inscription, à l'inverse quelles sont les possibilités que l'inclusivité ferme les portes de la bibliothèque aux exclus. Enfin, il faut tenter de déterminer si la marque de l'exclusion devient une marque de l'abjection (un changement qui ne peut pas avoir un point d'enjambement clairement déterminé). À cette fin, ces dernières remarques ne visent pas à apporter une réponse à cette question, mais sont plutôt un appel à poursuivre les recherches à faire.

References

- Aabø, Svanhild, and Audunson, Ragnar (2012), 'Use of library space and the library as place', *Library & Information Science Research*, 34.
- Aristotle (1992), *The Politics*, London: Penguin.
- Audunson, Ragnar et al. (2011), 'Public libraries: A meeting place for immigrant women?', *Library & Information Science Research*, 33.
- Brown, Wendy (2005), *Edgework*, Oxford: Princeton University Press.
- Budd, John M. (2008), *Self-Examination: The Present and Future of Librarianship*, Westport: Libraries Unlimited.
- Byrne, Alex (2004), 'Libraries and Democracy - management implications', *Library Management*, 25:1/2.
- Cameron, David (2010), 'Big Society Speech', 19th July
<<https://www.gov.uk/government/speeches/big-society-speech>> Date accessed 28th April 2014.
- Chambers, Samuel (2013), *The Lessons of Rancière*, Oxford: Oxford University Press.

- Chartered Institute of Library and Information Professionals (2011), 'Statement on the position of the public library service in England', 7th February <<http://www.cilip.org.uk/cilip/advocacy-awards-and-projects/advocacy-and-campaigns/public-libraries/policy-statements>> Date accessed 1st May 2014.
- Delica, Kristian and Elbeshausen, Hans (2013), 'Socio-cultural innovation through and by public libraries in disadvantaged neighbourhoods in Denmark: concepts and practices', *Information Research*, 18:3.
- Glorieux, Ignace et al. (2007), 'Mind the gap: Societal limits to public library effectiveness', *Library & Information Science Research*, 29.
- Gorman, Michael (2000), *Our Enduring Values: Librarianship in the 21st Century*, Chicago: American Library Association.
- Greene, Margaret and McMenemy, David (2012), 'Impact of Neoliberal Ideology on UK Public Library Policy', in *Library and Information Science Trends and Research: Europe*, Bingley: Emerald Group Publishing Limited.
- Ishkanian, Armine (2014), 'Neoliberalism and violence: The Big Society and the changing politics of domestic violence in England', *Critical Social Policy*, online 1-22.
- Johnson, Catherine A. (2012), 'How do public libraries create social capital? An analysis of interactions between library staff and patrons', *Library & Information Science Research*, 34.
- Kelley, Grace O. (1934), 'The Democratic Function of Public Libraries', *The Library Quarterly*, 4:1.
- Lewis, Alison et al. (2008), *Questioning Library Neutrality*, Duluth: Library Juice Press.
- Miksa, Francis (1983), 'Melvil Dewey and the Corporate Ideal', in *Melvil Dewey: The Man and the Classification* ed. Stevenson, G., and Kramer-Greene, J., Albany, New York: Forest Press.
- Page, Benedicte, (2012), 'Select committee hears of librarian job loss toll', *The Bookseller*, 21st February <<http://www.thebookseller.com/news/select-committee-hears-librarian-job-loss-toll.html>> Date accessed 1st May 2014.
- Raber, Douglas (1994), 'Inquiry as Ideology: The Politics of the Public Library Inquiry', *Libraries & Culture*, 29:1.
- Rancière, Jacques (1999), *Disagreement*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- (2007), *On the Shores of Politics*, London: Verso.
- (2010), *Dissensus*, London: Continuum.
- Vårheim, Andreas (2011), 'Gracious space: Library programming strategies towards immigrants as tools in the creation of social capital', *Library & Information Science Research*, 33.
- Yoshida, Yuko (2013), 'Public libraries as places for empowering women through autonomous learning activities', *Information Research*, 18:3.